

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 70 (1978)
Heft: 11-12

Artikel: Les temps difficiles
Autor: Müller, Richard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385939>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les temps difficiles

Par Richard Müller, président de l'Union syndicale suisse¹

Ce congrès de l'Union syndicale est un congrès des temps difficiles. Des entreprises ferment leurs portes, des productions sont transférées à l'étranger. Les travailleurs connaissent de nouveau l'insécurité et l'angoisse. Chacun peut être condamné d'un jour à l'autre, au chômage – complet ou partiel. Les pressions exercées sur les salaires se font plus lourdes. Les gains sont réduits, soit directement, soit indirectement.

Quelles sont les causes de cette situation? On répond: la hausse du franc, la dégradation de la conjoncture, l'aggravation de la concurrence. On qualifie ces réalités d'inéluctables... On les assimile à des forces naturelles sur lesquelles nous n'aurions guère prise, dont personne ne serait responsable et qui s'abattent sur nous comme un orage...

C'est une vaine rhétorique, destinée à masquer les véritables causes de cette dégradation, à détourner l'attention des vraies responsabilités: du fait, par exemple, que ce sont les folles spéculations financières – folles: je ne trouve pas d'autre qualificatif – qui ont provoqué et qui maintiennent un chaos monétaire à l'échelle du monde. Mais ces spéculations ne sont pas des phénomènes naturels! Elles sont le fait d'hommes et d'organisations: de ceux qui réalisent froidement des gains énormes sans se soucier des conséquences de leurs manipulations.

Parmi ces spéculateurs figurent les sociétés multinationales, les banques, les millionnaires et les milliardaires. Leurs agissements – qu'on dit conformes à la sacro-sainte «économie de marché» – déterminent plus fortement le cours des choses – sur le plan international et sur le plan national – que tout ce que peuvent dire ou faire des gouvernements démocratiquement élus. La Suisse en est un exemple: notre franc est victime de manipulations qui risquent de se traduire par la perte de milliers d'emplois, de précipiter d'innombrables familles dans la misère. Jusqu'à maintenant, notre gou-

¹ Allocution prononcée au Congrès de Lugano.

vernement et la Banque nationale n'ont rien entrepris, ou rien de vraiment efficace pour contrebattre le grand jeu de la spéculation internationale!

On s'interroge. Quel est donc ce système économique dont le sort dépend des richissimes voleurs qui se vouent à la spéculation? Ce système livré aux manipulations des aventuriers des multinationales et de la finance internationale, de ceux qui, d'un simple coup de téléphone ou de télex, déplacent des milliards – sans souci des travailleurs que leur décision condamne au chômage?

Mais quoi, ce système est encore – pour le moment – notre système!

La Suisse du travail menacée

Nous sommes réunis alors que la Suisse industrielle, la Suisse du travail est menacée. Certes, notre pays offre encore l'image de la stabilité:

- le taux annuel d'inflation reste inférieur à 1 %. On nous l'envie.
- le taux de chômage est également inférieur à 1 %.
- les excédents de notre balance des paiements suscitent l'envie des autres nations industrielles.

Mais l'apparence est trompeuse. Pendant les années de récession 1974 à 1976, plus de 300 000 emplois ont été supprimés. Plus de deux cent mille travailleurs étrangers ont été renvoyés à la maison. A la maison! C'est un euphémisme. Nous les avons livrés à l'incertitude ou au chômage!

Si les circonstances devaient encore s'aggraver demain, nous ne pourrions plus exporter le chômage. Les travailleurs de chez nous en seraient alors victimes: des travailleurs organisés, des professionnels, des pères de famille qui ont à leur charge des enfants dont la formation est coûteuse. Ce n'est pas céder au défaitisme que de prendre conscience des risques – tant réels que probables. Pour les écarter, il faut les connaître!

Je ne m'étendrai pas sur ce que l'on peut appeler le chômage larvé: celui que subissent ceux qui sont sans défense: les invalides, les marginaux, les travailleuses à domicile, les femmes qu'on renvoie à leurs occupations domestiques, aux occupations auxquelles on les a arrachées pendant la phase de surexpansion. On n'a plus besoin d'elles: on les laisse tomber.

Les conséquences de ce chômage larvé sont difficilement saisissables. Nous avons pris l'habitude de considérer comme un problème «marginal» les licenciements des gens sans défense que je viens d'évoquer. Mais si nous croyons vraiment – comme nous l'affirmons – que la Suisse du travail ne doit pas être sacrifiée à la Suisse de l'argent, toute perte d'emploi nous concerne.

La justice sociale – qui implique le droit à un emploi – est indivisible comme la liberté. La Suisse du travail est menacée. C'est incontestable. C'est d'autant plus absurde, d'autant plus révoltant que les travailleurs suisses figurent parmi les plus qualifiés du monde et maîtrisent des technologies de pointe.

Et pourquoi ce potentiel de connaissances et de savoir-faire est-il menacé? parce qu'au gré d'un chaos économique et monétaire à l'échelle du monde, notre franc est devenu une valeur-refuge, un objet de la spéculation. Sa montée a catapulté nos prix à l'exportation. Un coup dur a été porté à notre capacité de concurrence. Cette anarchie économique ne frappe pas seulement les travailleurs suisses. Des millions d'autres sont touchés ailleurs, notamment dans les pays qui nous entourent. Pendant la surexpansion qui s'est poursuivie jusqu'en 1973, nous avons déjà pu apprécier les fruits amers d'un système économique où le souci du profit l'emporte sur celui de la justice. La pénurie de main-d'œuvre était alors aiguë. On a fait appel à des milliers et des milliers d'hommes d'ailleurs, d'Italie avant tout, pays où régnaient – où règnent encore – chômage et misère. On a importé des «bras», sans trop penser qu'ils étaient aussi des hommes.

Aux panégyristes impénitents de notre économie de marché capitaliste, opposons ces chiffres: quelque 8 millions de chômeurs en Europe occidentale et 20 millions environ dans l'aire de l'OCDE (qui groupe 24 pays industriels).

Ces chiffres, la Suisse concourra à les grossir encore si l'évolution en cours n'est pas renversée.

Tandis que la Suisse du travail est menacée de périliter, la Suisse financière est toujours plus florissante. Il y a dix ans encore, chacun voyait encore dans la Suisse du travail – dans la production – la garantie de l'existence et de la prospérité du pays. Ce ne serait plus vrai aujourd'hui?

Bien des choses ont changé au cours de ces dix années: nos grandes banques sont devenues des dinosaures de taille mondiale, qui étendent partout leurs tentacules. La petite Suisse, dit-on, est devenu trop petite pour elles. Il faudrait plutôt dire sont devenues trop grandes pour nous.

Certes, les banques ne portent pas seules la responsabilité de la hausse vertigineuse du franc. Mais elles y ont efficacement contribué, en participant aux opérations – en les stimulant même – qui ont fait de la Suisse une Mecque financière, un refuge pour le capital international. Les choses étant ce qu'elles sont, ce «refuge» attire les capitaux comme le crottin les mouches.

La «gigantomanie» de nos grandes banques a contribué à faire de notre franc une monnaie de réserve, une valeur-refuge. Elles ont adapté leurs dimensions à d'autres dimensions que celles d'un petit pays. Elles sont surdimensionnées. Mais ce ne sont pas elles

qui sont soumises à une cure de redimensionnement: c'est la Suisse du travail!

Cette expansion excessive du système bancaire et financier suisse s'est poursuivie en marge de la démocratie. Les décisions ont été prises par un cercle étroit de financiers. Ce petit groupe de pluto-crates a modifié arbitrairement les réalités économiques du pays. Ses décisions ont été dictées par des considérations de profit. Dans notre pays l'économie est encore considérée comme un domaine qui échappe – et doit continuer d'échapper – aux règles de la démocratie. Est-ce acceptable? Non. Et d'autant moins que le pays tout entier, sa population, son économie, sa politique affrontent et subissent les conséquences des décisions prises à huis clos par les conseils d'administration des grandes banques, des multiris et des grandes entreprises. Allons-nous laisser faire sans réagir? Nous disons: Non. Accepter de subir plus longtemps, c'est accepter que notre démocratie ne soit plus qu'une farce.

Le champ de la démocratie, des décisions prises démocratiquement s'est déjà rétréci comme peau de chagrin. A cela s'ajoute le fait que les puissances économiques et financières occupent depuis longtemps des positions politiques. Elles sont actives. Les débats sur l'aménagement de la politique fiscale et budgétaire le démontrent: on s'emploie à empêcher que les transactions bancaires ne soient soumises à l'impôt. De l'avis du Conseil des Etats, les petits salariés, les modestes consommateurs devraient supporter l'essentiel des charges de la réforme des finances fédérales.

La réalité est vite brossée: ce sont les intérêts d'une minorité qui devient toujours plus petite – mais en même temps toujours plus puissante – qui l'emportent. Quant à l'immense majorité des travailleurs, il ne lui reste qu'à subir.

Hôte de notre congrès, le conseiller fédéral Honegger nous a déclaré que le Conseil fédéral est prêt à tout faire pour écarter une catastrophe économique. Je doute, quant à moi, que la majorité du collège gouvernemental soit vraiment prête à le suivre. Il apparaît que les mesures monétaires de la Banque nationale n'ont guère plus d'effet que des gouttes d'eau sur une pierre brûlante. La situation exige davantage que des interventions sur le marché des devises. Elle appelle des mesures qui rompent avec l'orthodoxie de l'«économie de marché». Elles seules peuvent concourir à rétablir la capacité de concurrence de notre industrie d'exportation.

Nous voulons que nos montres, nos machines et appareils, nos textiles soient de nouveau largement achalandés sur les marchés du monde. Nous voulons un tourisme de nouveau florissant. En un mot, nous voulons que l'on sache de nouveau partout que la Suisse est une Suisse du travail et pas seulement une Suisse des banques et du capital!

Un droit imprescriptible

Nous devons nous convaincre que les syndicats et la gauche politique sont seuls capables de promouvoir et d'imposer une politique de plein emploi. Le droit au travail – un travail dans la dignité – est l'un des droits imprescriptibles de l'homme. Nous ne pouvons accepter que des millions et des millions d'hommes du monde occidental n'aient des années ou des décennies durant d'autre perspective que le chômage!

Nous n'acceptons pas davantage que notre pays se déclare incapable d'assurer du travail aux quelque 100 000 jeunes gens qui sortiront des écoles au cours des prochaines années: pas n'importe quel travail, mais un travail dans la dignité et conforme à leurs aspirations et à leurs dons.

Nous n'accepterons pas non plus que la montée des nouvelles technologies – électroniques notamment – se solde par la suppression de dizaines de milliers d'emplois.

Laisser libre cours à cette «économie de marché», libre cours à la maximisation des profits et à l'anarchie qui s'ensuit, laisser bride sur le cou aux appétits de puissance, c'est marcher à la catastrophe: une catastrophe qui aurait d'inévitables et imprévisibles répercussions sur le plan politique.

Seuls peuvent s'opposer à une remise en ordre de notre économie ceux qui ont perdu tout sens des responsabilités. Nombre d'employeurs, pourtant accablés par les difficultés monétaires, l'admettent. Après analyse de la situation, divers milieux patronaux n'exclueraient pas une «marche sur Berne» pour engager les autorités à agir plus énergiquement.

«Où trouver la solidarité, la vraie solidarité dont nous avons besoin?» Il est temps, grand temps que les employeurs se posent cette question. Seule une vraie collaboration avec les travailleurs est de nature à permettre l'action commune que les circonstances exigent: aujourd'hui et demain. Mais cette coopération signifie participation; elle signifie aussi que les travailleurs doivent prendre une conscience plus claire d'eux-mêmes et de leur pouvoir, surmonter le sentiment paralysant de n'être qu'un facteur économique manipulable à merci. Ils doivent affirmer non seulement leur volonté de coopérer et de participer, mais tout aussi hautement la volonté de lutter pour imposer cette nécessaire coopération, cette nécessaire participation. Le travailleur doit se convaincre que son destin n'est pas de subir – sans avoir rien à dire – les conséquences des erreurs que d'autres ont commises...

Cela dit, restons persuadés que les syndicats ne sauraient se cantonner dans la défensive. Ils doivent poursuivre leur effort pour renforcer la justice sociale et en étendre le champ: pour développer les assurances sociales, réduire la durée du travail, augmenter la durée

des vacances, inscrire la participation dans la constitution, dans la loi et dans les faits; imposer l'égalité de rémunération des hommes et des femmes; promouvoir une formation professionnelle conforme aux exigences d'aujourd'hui et de demain...

Les possibilités de travail – d'un travail vraiment générateur de bienfaits pour les hommes – ne sont pas épuisées. Elles sont même plus larges que jamais. Il suffit de songer à l'effort que requiert la lutte contre les nuisances qui dégradent la qualité de la vie, au nécessaire assainissement de milliers et de milliers de logements, etc. La lutte contre les gaspillages d'énergie exigera également de multiples travaux (isolation des bâtiments, etc.).

Utilité sociale et bien commun

Qu'on me comprenne bien: je ne préconise pas la croissance zéro comme tant de prophètes de gauche et de droite, mais j'affirme la nécessité de mettre enfin au service de l'homme et d'un avenir meilleur une croissance qui multiplie encore tant de choses nuisibles à la collectivité. La recherche fiévreuse et cynique du profit le plus rapide et le plus élevé doit cesser d'être le facteur déterminant de la production. Ce qui doit devenir déterminant, c'est le critère de l'utilité sociale et du bien commun.

Je sais que d'aucuns – maints syndicalistes aussi – qualifieront cette vision d'utopique rêverie. Ce n'est pas une utopie. Cette vision est le fruit de la raison. Trop souvent encore, les réflexions dictées par la raison sont qualifiées d'utopies absurdes: par ceux précisément qui ont intérêt à les écarter – et par ceux qui les suivent. La raison a mille et mille ennemis. Si elle veut s'imposer, elle doit redevenir combattive.

S'il est un lieu où elle doit se manifester, c'est dans notre mouvement syndical. Certes, nous avons avant tout pour tâche de tirer le meilleur parti pour les travailleurs du système économique d'aujourd'hui. Cette action est conduite de diverses manières: radicalement par les uns, moins radicalement par les autres. Il y a place chez nous pour tous les tempéraments: pour les novateurs extrêmes comme pour ceux qui, parce qu'ils ont perdu l'élan de la jeunesse, cèdent au conservatisme et se méfient des jeunes...

Dans notre action au jour le jour, les réflexions de la raison doivent avoir leur place. Cette réflexion est indispensable pour aiguiller mieux le cours des choses vers un avenir heureux et raisonnable pour nos enfants et petits-enfants. C'est dire aussi que le syndicalisme a pour mission de former mieux ses membres, d'élargir leurs connaissances et de stimuler leur esprit critique afin qu'ils puissent élever leur voix et la faire mieux entendre...

Etre syndicaliste, c'est être un citoyen capable de critiquer ce qui doit l'être. L'action syndicale est une action politique. L'Union

syndicale a un poids politique: celui que lui confèrent des centaines de milliers de travailleurs organisés.

Ces considérations appellent aussi une autocritique. 25% seulement des travailleurs remplissent leurs devoirs civiques. Nous devons nous interroger. Qu'avons-nous donc négligé? Pourquoi tant d'indifférence? Pourquoi cette distance entre nous et une si large partie de la base? Le fonctionnaire syndical se serait-il développé en nous au détriment de l'homme? Les syndicats ne seraient-ils plus – ou que trop insuffisamment – des lieux de rencontre et de dialogue? Les hommes n'y trouveraient-ils plus la chaleur humaine dont ils ont besoin?

J'ai cependant de la peine à discerner les raisons de ce recul de notre audience et de notre influence. Une chose est cependant certaine; nous devons en analyser les causes, tout en élucidant encore d'autres questions qui inquiètent. Et cela pas seulement dans notre intérêt, mais dans celui de tous.

La voix de la raison

Ce congrès est le congrès d'un temps difficile; d'un temps qui nous appelle à regarder et à voir au-delà de nos préoccupations quotidiennes, d'un temps qui doit inciter le mouvement syndical à prendre ses véritables dimensions et cela pour être mieux en mesure d'agir afin que l'économie et la politique prennent à leur tour leurs justes dimensions.

Nous devons faire entendre la voix de la raison, de la raison qui est la seule chance de salut dans un monde de déraison destructrice. L'exercice de la raison n'a qu'un critère: le bonheur de chacun. C'est à ce critère que nous mesurons notre action. D'où notre engagement pour le vrai progrès.

Le mouvement syndical suisse a une longue tradition, une tradition dont il est fier. En luttant coude à coude avec la gauche politique, il a fait bénéficier le peuple d'améliorations continues. Chacune d'elles a été conquise de haute lutte. Celles de demain devront être, elles aussi, durement conquises: contre ceux, toujours les mêmes, qui freinent et rêvent d'un retour en arrière...

Nous avons été et nous restons les artisans d'une Suisse plus juste et plus humaine. Nous voulons poursuivre dans cette voie, secouer les tièdes et les résignés. Tous ensemble – travailleurs des secteurs privé et public, hommes et femmes, jeunes et vieux – nous sommes l'avenir de la Suisse.